



Communiqué des Économistes atterrés – 8 septembre 2016

Faut-il mettre fin aux débats en sciences économiques ?

Deux économistes, Pierre Cahuc et André Zylberberg viennent de publier un pamphlet aussi violent dans le ton qu'il est médiocre sur le fond, dont l'objet assumé est de jeter le discrédit sur le rôle des débats en économie. Au-delà, il s'agit de redonner corps à l'idée qu'une pensée unique doit prévaloir en économie, à laquelle tous, économistes et citoyens, doivent se soumettre.

Si le procédé consistant à frapper d'anathèmes les analyses contestant l'orthodoxie économique est connu, jamais l'attaque n'a été d'un aussi bas niveau. L'offensive de nos deux auteurs consiste en effet à assimiler le travail des économistes critiques à un « négationnisme », terme dont la définition stricte ne devrait autoriser aucun glissement. Le négationnisme consiste à nier la réalité de la *shoah* et des chambres à gaz. Ce glissement sémantique, abject, est choisi à dessein afin de produire une confusion et une assimilation entre critique de la pensée économique dominante et action délictueuse. D'où l'idée (proclamée dans le sous-titre de l'ouvrage) de se débarrasser de tout ce qui conteste les affirmations des nouveaux savants de la pensée unique.

La thèse défendue est que, *aujourd'hui*, l'économie serait devenue une science exacte, une science *expérimentale*, aux résultats aussi sûrement établis que ceux de la physique ou de la médecine. En pratiquant l'expérimentation « en double aveugle », en testant ses « remèdes » sur deux groupes, l'un n'ingurgitant que des placebos, la science économique comme la médecine parviendrait à des résultats et donc à des remèdes « certains ». Tout ceux qui s'opposent au primat de cette méthode et de ses résultats sont décrétés être des « négationnistes » : on le voit, cela fait du monde !

Cette thèse serait comique, si elle n'était utilisée comme elle l'est. Car, si la « méthode expérimentale » revendiquée par nos auteurs a bien connu un regain d'intérêt depuis une dizaine d'années et n'est pas à rejeter par principe, les limites de cette « nouvelle approche » avaient déjà été mises en évidence dès les années 1970. En effet, la constitution des groupes témoins et la suppression des interférences multiples qui s'affirment dans tout contexte social réel sont tout sauf simples. Elle est d'ailleurs très rarement possible, raison pour laquelle les travaux conduits suivant cette méthode ne constituent qu'un faible pourcentage des résultats obtenus par les sciences économiques. Pour l'essentiel, celles-ci restent une discipline qui utilise des méthodes extrêmement variées et complémentaires (modélisation, analyses historiques et qualitatives, analyses statistiques etc.) et des paradigmes différents du fait de la complexité et de la spécificité de son objet, peu adapté aux expériences de laboratoires où l'on peut contrôler parfaitement son environnement.

De là l'importance du débat en économie. N'en déplaise à nos nouveaux docteurs Diafoirus, la discussion scientifique, la confrontation des idées ont toujours été, sont et continueront d'être une condition non éliminable du progrès dans les sciences. Et cela est tout spécialement vrai en économie, qui est une science sociale dont les analyses et les préconisations concernent tous les citoyens.

Pour Cahuc et Zylberberg, il n'existe qu'un remède : la saignée, c'est-à-dire la baisse continue du coût des bas salaires. Ils refusent de tirer les leçons de l'évolution économique récente, qui a mis en évidence, dans tous les pays développés, la hausse des inégalités et l'instabilité économique induite par la domination de la finance comme les dangers des politiques d'austérité. Faut-il se *débarrasser* des économistes qui les ont dénoncés ? Faut-il exclure de la science économique tous les travaux macroéconomiques, toutes les analyses sur l'organisation économique de nos sociétés ?

Pour tous ces motifs, les Économistes atterrés sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur travail d'analyse critique et de mise en débat auprès des citoyens des propositions de politique économique et des alternatives possibles. Conscients que le progrès de la discipline, mais bien au-delà aussi celui de la démocratie, dépendent crucialement de cette activité de recherche et d'expression libres des chercheurs comme des citoyens, ils multiplieront dans les mois à venir les initiatives pour continuer de faire vivre le débat autour des choix économiques et sociaux où se décide notre avenir commun.

Les Economistes atterrés

Pour toute information complémentaire :

Mireille BRUYERE : 06 64 10 30 53

Benjamin CORIAT : 06 72 07 74 23

Anne EYDOUX : 06 98 24 81 04

Christophe RAMAUX : 01 44 07 81 71 / 06 48 19 77 78

Henri STERDYNIAK : 01 44 18 54 39 / 06 72 19 15 51